

Print

25 vérités de l'économiste Thomas Piketty sur la dette grecque

De [Salim Lamrani](#)

Global Research, juillet 31, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/25-verites-de-leconomiste-thomas-piketty-sur-la-dette-grecque/5466239>



*L'auteur de l'ouvrage *Le capital au XXIe siècle* dénonce l'hypocrisie de la troïka et du Fonds monétaire international au sujet de la question de la dette .*

1. Par le passé, les dettes publiques ont été bien plus importantes que la dette actuelle de la Grèce. Celle-ci s'élève à 312 milliards d'euros et représente 170% de la production annuelle du pays. La dette de la Grèce est en réalité dérisoire car l'économie du pays ne représente que 2% du PIB de la zone Euro. La dette de la Grèce ne représente donc qu'à peine 3% du PIB de la zone Euro et ne constitue pas un danger pour l'équilibre économique de l'Europe.
2. Les grandes puissances européennes telles que la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont déjà eu par le passé, notamment au XIXe et au XXe siècle, une dette supérieure à 200% de leur PIB. A chaque fois, une solution a été trouvée.
3. « Au XXe siècle, la France et l'Allemagne sont les deux pays par excellence qui n'ont jamais remboursé leur dette publique ».
4. « Il y a quelque chose d'ironique » à exiger de la Grèce un remboursement impératif de sa dette en oubliant que « l'Europe s'est construite après la Seconde Guerre mondiale sur un certain nombre de principes, et notamment sur l'oubli des dettes du passé pour investir dans l'avenir ».
5. Ainsi, en 1953, l'Europe a décidé collectivement d'annuler toute la dette extérieure de l'Allemagne parce qu'elle avait « fait le choix de l'avenir ».
6. Il existe plusieurs méthodes face au problème de la dette. La méthode lente et inefficace, qui est actuellement appliquée à la Grèce, consiste à demander à la nation d'accumuler des excédents budgétaires (recettes tributaires supérieures aux dépenses publiques) et de les allouer au remboursement des créances. Elle a le défaut de s'étaler sur la durée, plus d'un siècle, d'inhiber la croissance économique et d'avoir un coût social très élevé.
7. « Quand on dépasse une certaine ampleur de dette publique, il faut utiliser des méthodes plus rapides ». Il en existe trois qui ont été utilisées par le passé : l'inflation modérée, les impôts exceptionnels sur les patrimoines privés et surtout les annulations de dettes.
8. « Il y a eu des annulations de dettes dans le passé et il y en aura dans l'avenir ».
9. « Les gouvernements n'ont pas le courage de mettre [le sujet de l'annulation de la dette] sur la table », qui est pourtant une chose inévitable si l'on veut sortir de la crise et « le plus tôt serait le mieux ».
10. On présente le peuple grec comme vivant au-dessus de ses moyens. Pourtant, actuellement, sous le gouvernement d'Alexis Tsipras, le budget de la Grèce est à l'équilibre,

sans le service de la dette. Il y a même « un léger excédent primaire » équivalant à 1% du PIB en 2015, ce qui représente 1,83 milliards d'euros. Le remboursement de la dette devient insoutenable, surtout si l'on prend en compte le fait que les banques privées ont octroyé des prêts à la Grèce à des taux usuraires pouvant atteindre les 18%, rendant ainsi la créance mathématiquement impayable.

11. Les institutions financières internationales exigent de la Grèce, en vertu des accords imposés en 2012, qu'elle alloue 4% de son PIB au remboursement de la dette pendant les 30 prochaines années. « Le budget total de tout le système de l'enseignement supérieur grec représente moins de 1% du PIB. Cela revient donc à demander au contribuable grec d'allouer, pendant les 30 années qui viennent, quatre fois plus d'argent pour rembourser la dette du passé que tout ce qui est investi dans l'appareil de formation supérieure du pays. Est-ce la bonne façon de préparer l'avenir. Evidemment, non ! Donc, c'est absurde ».

12. « On n'a jamais demandé, et fort heureusement, à l'Allemagne, à la France et aux pays européens au lendemain de la Seconde guerre mondiale de faire cela. On a procédé à des annulations de dettes et c'est cela qui a permis la reconstruction de l'Europe dans les années 1950. On a pu se libérer du fardeau de la dette et investir les ressources publiques dans les infrastructures, l'éducation et la croissance ».

13. « L'Europe, par le traité budgétaire de 2012, fait le choix britannique du XIXe siècle, de la pénitence pendant des décennies et des décennies, plutôt que le choix européen de l'après-guerre qui a consisté à se projeter dans l'avenir ».

14. « Il y a une amnésie historique qui est extrêmement grave. L'ignorance historique de la part de nos dirigeants est absolument consternante ».

15. « Le gouvernement français a une très grosse responsabilité » dans cette situation en refusant de s'opposer à l'intransigeance de l'Allemagne. « Hollande doit prendre ses responsabilités et dire que la restructuration de la dette, c'est maintenant ».

16. Sans geste fort, il y a un risque de « prolonger la période d'incertitude », qui a un gros impact sur la croissance, et de « replonger la Grèce dans la récession, ce qui est extrêmement grave ».

17. « Il n'y a pas plus de problème de la dette en Europe, qu'au Japon ou qu'aux Etats-Unis ».

18. « Il y a beaucoup d'hypocrisie dans tout cela car les banques françaises et allemandes sont très contentes de retrouver les actifs financiers des riches Grecs qui sont transférés dans ces mêmes banques, et évidemment on ne transmet pas l'information au fisc grec », privant ainsi l'Etat hellénique de sources de revenus fondamentales, et se faisant complice de la fraude fiscale à grande échelle.

19. Depuis 2010, les institutions financières internationales ont commis « d'énormes erreurs en Grèce ». « Même le FMI a reconnu avoir sous-estimé les conséquences des mesures d'austérité en termes de récession ».

20. Ces mesures d'austérité « ont conduit au gonflement démesuré de la dette » grecque car le PIB a chuté de 25% entre 2010 et 2015. « C'est cela qui a fait monter la dette à 170% du PIB alors qu'elle n'était que de 110% ».

21. « Je me place du point de vue des jeunes générations grecques. Sont-ils responsables des actes d[u Premier Ministre] Papandreou en 2000 et 2002 ? Elles ne sont pas plus responsables de ces erreurs que les jeunes Allemands des années 1950 ou 1960 n'étaient responsables des erreurs précédentes. Dieu sait pourtant que les gouvernements allemands avaient fait des bêtises bien plus graves que celles des gouvernements grecs ».

22. « L'ensemble des dettes de la zone euro doit être restructuré. Il faut en effacer une partie comme cela s'est toujours passé dans l'histoire ».

23. « Cela fait six mois que le gouvernement grec demande une restructuration de la dette », se heurtant à chaque fois à un refus obstiné de la part de l'Euro-groupe.

24. Pourtant, en 2012, l'Europe avait « promis aux Grecs que lorsque le pays serait en situation d'excédent léger, on renégocierait le montant de la totalité de la dette ». Aujourd'hui, l'Europe refuse de tenir sa promesse.

25. « Les apprentis-sorciers qui prétendent que l'on va expulser un membre de l'Union européenne pour discipliner les autres sont extrêmement dangereux. L'idéal européen est en passe d'être détruit par ces décisions d'apprentis-sorciers ».

Salim Lamrani

Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris IV-Sorbonne, Salim Lamrani est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis.

Son nouvel ouvrage s'intitule Cuba. Les médias face au défi de l'impartialité, Paris, Editions Estrella, 2013 et comporte une préface d'Eduardo Galeano.

Contact : lamranisalim@yahoo.fr ; Salim.Lamrani@univ-reunion.fr

Page Facebook : <https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel>

Copyright © 2015 Global Research